

## VILLE DE VITRY-LE-FRANÇOIS

### EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

#### SÉANCE DU 01 FÉVRIER 2024

L'an deux mille vingt-quatre, le **01 février à 18 heures**, les membres du Conseil Municipal se sont réunis dans le Grand Salon d'Honneur de l'Hôtel de Ville de VITRY-LE-FRANÇOIS, sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre BOUQUET, Maire, suite à la convocation faite le 26 janvier 2024, conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales et affichée à la porte de l'Hôtel de Ville, le même jour.

**Etaient présents** : MM. BOUQUET, MOUTON, Mme RÉOLON, M. BURCKEL, Mme COLLIN, M. TINDILLIÈRE (jusqu'à 18h35), Mme VÉGA, M. GONTHIER, Mme JACQUEMOT, MM. GREENHALGH, FONTAINE, Mmes SERRE, PARIS, M. TESTA, Mmes BAUMEL, GOUILLY, LEPAGE, MM. ROCH, MAUPOIX, TRIOLET, Mme MUNSTER, MM. DUCHÊNE, EL GHALLOUSSI, MIRGODIN.

**Absents excusés** : Mmes COLSON, FAVIER, M. CARDOSO, Mme BERTIN, M. BEAUJOIN, Mme KANOUTÉ, MM. HMISSI, ERRE.

**Absente** : Mme GOLLÈS.

8 pouvoirs sont déposés sur le bureau de Monsieur le Maire :

- ✓ M. TINDILLIÈRE donne pouvoir à M. FONTAINE (à partir de 18h35) ;
- ✓ Mme COLSON donne pouvoir à Mme RÉOLON ;
- ✓ Mme FAVIER donne pouvoir à M. BURCKEL ;
- ✓ M. CARDOSO donne pouvoir à Mme COLLIN ;
- ✓ Mme BERTIN donne pouvoir à Mme VÉGA ;
- ✓ M. BEAUJOIN donne pouvoir à M. GONTHIER ;
- ✓ Mme KANOUTÉ donne pouvoir à Mme JACQUEMOT ;
- ✓ M. HMISSI donne pouvoir à M. MOUTON.

Secrétaire de séance : Monsieur Laurent BURCKEL.

- N °4 -

#### ADMINISTRATION GÉNÉRALE

#### DÉLÉGATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL AU MAIRE

Rapporteur : Monsieur Daniel FONTAINE

En tant qu'organe exécutif de la collectivité, le Maire est chargé, d'une manière générale, d'exécuter les décisions du Conseil Municipal.

Néanmoins, par délégation expresse de l'assemblée délibérante, le Maire peut exercer des fonctions qui relèvent de la compétence de cette dernière.

Ce principe de délégation répond à un souci d'efficacité et de réactivité de la collectivité qui peut être amenée à prendre des décisions rapides ne pouvant attendre la prochaine réunion de l'assemblée.

Dans ce cadre et dans un souci de transparence, le Maire rend compte à chaque réunion du Conseil des délégations qu'il a pu exercer au nom de ce dernier.

Pour rappel, par délibération du Conseil Municipal en date du 27 janvier 2022, il avait été confié au Maire une partie des délégations prévues par le Code général des collectivités territoriales en matière de commande publique. Ainsi, le Maire avait été autorisé à conclure les marchés de fournitures et services dans la limite du seuil de 215.000,00 € H.T. et les marchés de travaux jusqu'à 500.000,00 € H.T.

Il appartient à la Commission européenne de fixer les seuils de procédure formalisée applicables aux marchés publics et aux contrats de concession. Cette dernière est venue, par règlement délégué 2023/2495, modifier ces seuils à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024. Ainsi, le nouveau seuil pour les fournitures et services est porté à 221.000,00 € H.T. et celui pour les travaux à 5.538.000,00 € H.T. Afin de tenir compte de cette modification, il convient de délibérer à nouveau pour actualiser la délégation accordée au Maire par notre Conseil Municipal.

Pour rappel, le niveau de délégation confié au Maire par le Conseil Municipal, en ce qui concerne les travaux soit 500.000,00 € H.T., n'a pas évolué depuis 2018. Aussi, il est proposé de le faire évoluer pour tenir compte de la réalité financière des marchés ce qui permettra de gagner en fluidité pour la gestion des affaires de la Commune tout en conservant le même niveau d'information à l'assemblée délibérante via le maintien des compte-rendus de délégation et du rôle de la commission d'appel d'offres.

Aussi, mes cher-e-s collègues,

Vu la directive 2014/24/ UE du Parlement européen et du Conseil du 26 février 2014 sur la passation des marchés publics,

Vu le règlement délégué (UE) 2023/2495 de la Commission du 15 novembre 2023 modifiant la directive 2014/24/UE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les seuils pour les marchés publics de fournitures, de services et de travaux et pour les concours,

Vu l'avis NOR:ECOM2332367V relatif aux seuils de procédure et à la liste des autorités publiques centrales en droit de la commande publique, version consolidée au 7 décembre 2023 qui constitue l'annexe n°2 du code de la commande publique,

Vu l'article L. 2122-22 du code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la commande publique entré en vigueur le 1<sup>er</sup> avril 2019,

Vu la délibération n°2 du Conseil Municipal en date du 27 janvier 2022,

Vu l'avis favorable du bureau municipal,

Vu l'avis favorable de la commission finances,

Je vous propose, après en avoir délibéré, de bien vouloir :

1°/ décider de confier à notre Maire, pour la durée de son mandat et lorsque les crédits sont inscrits au budget, la capacité de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés publics et des accords-cadres :

- de fournitures et services ainsi que toute décision concernant leurs avenants dans la limite de 221.000,00 € H.T. ;
- de travaux ainsi que toute décision concernant leurs avenants dans la limite de 1.000.000,00 € H.T..

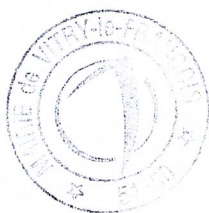
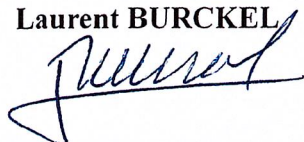
2°/ autoriser Monsieur le Maire à donner, sous sa surveillance et sa responsabilité, par arrêté, délégation de signature aux personnes visées à l'article L. 2122-19 du Code général des collectivités territoriales.

La délibération est adoptée

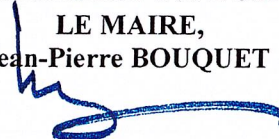
par : **26 avis favorables,**

**5 avis contraires :** MM. DUCHÊNE, EL GHALLOUSSE,  
MIRGODIN, Mme MUNSTER, M. TRIOLET.

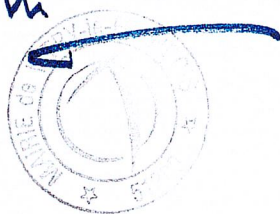
**La secrétaire de séance,  
Laurent BURCKEL**



**POUR EXTRAIT CONFORME,  
LE MAIRE,  
Jean-Pierre BOUQUET**



Certifié exécutoire par le Maire compte tenu  
de la transmission en Sous-Préfecture le **8 FEV. 2024**  
et de la publication le **9 FEV. 2024**  
ou de la notification du



La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du Tribunal Administratif de CHÂLONS-EN-CHAMPAGNE dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification.